

Petits pays d'Europe

L'union fait la force

Prenant exemple sur les sportifs, les associations féminines des Petits Pays d'Europe se rencontrent tous les deux ans pour faire le point sur la cause des femmes. Malte, Chypre, Andorre, Monaco, Islande, Luxembourg, San Marino et Liechtenstein de sont retrouvés à Vaduz.

Patience et longueur de temps. La différence semble énorme entre le Luxembourg, où les femmes ont eu le droit de vote dès 1919 sans l'avoir jamais demandé et le Liechtenstein, où elles se sont battues jusqu'en 1984 pour l'obtenir. « Faut-il réellement 75 ans pour que tout juste un quart des élus soient des femmes ? », ont demandé avec un certain désespoir les représentantes du pays hôte après la présentation des réalités luxembourgeoises. Leur conclusion a été radicale : « Nous n'avons pas envie d'attendre aussi longtemps pour si peu de résultats. »

Issues d'un pays conservateur, régi par un souverain autoritaire, les Liechtensteinoises sont des battantes. Elles émanent la plupart du temps des mouvements politiques de gauche et mènent la vie dure à une droite catholique et conservatrice, attachée aux principes traditionnels qui définissent le mari comme nourricier de la famille et la femme comme gardienne du foyer.

Les Petits Pays d'Europe ont en commun leur modeste taille et une politique faite à l'échelle humaine par des hommes et des femmes proches de leurs électeurs. Le dénominateur commun s'arrête là. Les islandaises viennent d'un pays où plus de 95% des femmes travaillent. Elles ont peu de compréhension pour les Andorranes, qui se battent pour la compréhension de leurs employeurs et l'installation de garderies qui leur permettent de conserver un emploi rémunéré même en étant maman.

Des réalités fort différentes

Initiée par Andorre, la rencontre des femmes représentant les associations féminines des Petits Pays d'Europe a lieu tous les deux ans. Les Liechtensteinoises avaient de bonnes raisons d'inviter dans leur principauté cette année : Après avoir longtemps peiné pour obtenir le droit de vote, elles craignent maintenant de voir disparaître l'administration à l'égalité des chances. Cette dernière avait été créée en 1997 pour coordonner les actions des partis politiques, syndicats et clubs pour soutenir le combat économique, politique, culturel et sociétal des femmes. Un récent sondage révèle que 32% des habitants du pays sont prêts à travailler à deux à temps complet, 43% aimeraient que les femmes travaillent à temps partiel. Ces souhaits sont loin de la réalité : Dans 53% des familles du Liechtenstein le mari assure la subsistance de sa famille, seul 16% des couples travaillent à deux. Le travail des femmes est toléré s'il est financièrement nécessaire, moins de la moitié admettent que la femme travaille pour sa satisfaction personnelle. Avec un taux de divorce identique aux autres pays d'Europe, même un riche pays comme le Liechtenstein est menacé d'une certaine pauvreté de vieillesse, qui atteint tout particulièrement les femmes inactives, divorcées alors qu'elles ont 50 ans ou plus.

Il en est de même à Monaco, où une généreuse politique familiale encourage les femmes à renoncer à toute ambition personnelle pour se consacrer à leur famille.

Une ouverture vers le monde

Curieusement ce sont les femmes du nord et du sud qui sont à la pointe. Les Chypriotes ont créé la surprise par leur excellente éducation et leur haut taux d'emploi. 68% des femmes sont salariées, plus de 62% de ces dernières ont un diplôme universitaire. Le clivage entre la formation des femmes et leur évolution dans la société en est d'autant plus durement ressenti.

Les Maltaises ont étonné par leur important réseau international. A l'exemple du Commonwealth, dont leur pays est issu, elles sont présentes dans les organisations internationales tout comme le Conseil International des femmes où les associations des femmes d'affaires.

Tout au nord de l'Europe, l'Islande a poussé très loin la démarche égalitaire. Elle a depuis mars 2010 des quotas afin d'assurer la représentativité hommes - femmes dans les entreprises. Elle veut atteindre en 2013 une représentativité des femmes de 40% dans les conseils d'administration des grandes entreprises. Les mêmes exigences sont imposées au 14% d'entreprises qui n'ont pas d'homme dans leur conseil d'administration. Le « women movement », une forte NGO féminine, a bon espoir de voir l'Islande au niveau de la Norvège, où la participation féminine dans la prise de décision économique a augmenté de 6 à 39% depuis 2004. « Il faut parfois savoir forcer son bonheur », dit l'Islande qui recevra les représentantes des Petits Pays d'Europe en 2013 autour de la question : « Le monde est-il déjà plus féminin que nous le réalisons ? ». Le rendez-vous est noté.

Sans fausse modestie

Le Luxembourg fait partie de l'association des organisations féminines des Petits Pays d'Europe depuis sa création en Andorre en 2001. Il y est représenté par le « Conseil National des Femmes du Luxembourg ». Ce dernier avait délégué la présidente, Joëlle Letsch, à la réunion de Vaduz.

Sous le titre « Sans femmes pas d'Etat digne de ce nom » cette dernière y a parlé des femmes dans les positions de décision et les organes politiques et des défis immenses qu'il reste à relever, malgré un droit de vote vieux de 90 ans et le travail sans relâche fait par le Conseil National des Femmes depuis plus de 30 ans.

Ce dernier forme et soutient les femmes lors de leur engagement politique, encourage les communes à mener une politique plus égalitaire, analyse les résultats électoraux d'un point de vue féminin et enfin encourage les femmes à persévérer dans des domaines où elles sont minoritaires. Ainsi la présidence de Joëlle Letsch, qui n'est d'autre que la petite-fille du vainqueur du Tour de France Nicolas Frantz, est placée sous le signe des femmes dans le monde du sport.

Article rédigée par *Claude Wolf*
Grand reporter